

Les crédits

diversification de l'économie et le second, une stratégie des communications touchant Postes Canada.

Sans la capacité de communiquer et de financer des projets intéressants, l'Ouest est voué à un triste avenir. Je pense qu'on peut attribuer directement cet état de choses au manque de compréhension du gouvernement, ce qui est très ironique car il a passé des années dans l'opposition à prétendre qu'il était le seul parti à comprendre l'ouest du Canada. Pourtant, lorsqu'il a eu l'occasion de gouverner avec équité pour les Canadiens de l'Ouest, il a misérablement échoué.

Pour reprendre leur avenir en main, les Canadiens de l'Ouest n'ont plus qu'à chasser le gouvernement actuel et à choisir d'autres représentants qui les comprennent, c'est-à-dire ce parti-ci.

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, mon collègue libéral de Winnipeg-Nord-Centre a avancé des arguments très intéressants à propos des problèmes observés au niveau du financement de la diversification de l'économie de l'Ouest et d'autres programmes de développement régional dans l'ouest du pays. Il a bien expliqué que les fonds devant être acheminés par l'entremise de ces programmes de développement régional sont en fait très loin de répondre aux attentes.

Le programme de diversification de l'économie de l'Ouest et les ententes de développement économique et régional visaient à l'origine à faire respecter dans les provinces de l'Ouest les priorités en matière de développement économique. Prenons un exemple. En Colombie-Britannique, à la fin du mois, soit dans quelques jours à peine l'Entente de mise en valeur des ressources forestières, en vigueur depuis 1985, sera annulée. Le gouvernement met fin à cette entente sans garantir pour l'avenir d'autres subventions. Tout ce que nous savons à ce stade-ci, c'est que nous pourrions peut-être obtenir une subvention pour notre industrie forestière par l'entremise du programme de diversification de l'économie de l'Ouest.

Le gouvernement a énormément réduit les subventions qu'il s'était engagé à accorder aux projets de reboisement en Colombie-Britannique. Il ne fait aucun doute que la baisse de ces subventions, non seulement en Colombie-Britannique, mais dans les nombreuses autres provinces où des ententes similaires achèvent ou ont déjà pris fin, entraîne la perte de nombreux emplois dans l'industrie forestière, surtout dans les programmes de

silviculture et de reboisement. Toute une infrastructure a été construite autour de ces ententes, et cette infrastructure commencera à s'écrouler, puisque le gouvernement sabre à grands coups les fonds essentiels à la mise en valeur de nos ressources forestières.

Dans un autre secteur économique, mentionnons que le gouvernement a décidé de mettre un terme également aux ententes auxiliaires de développement du tourisme. Le ministre d'État responsable du tourisme a annoncé que ces ententes ne seraient pas renouvelées. Le gouvernement retire donc son appui au développement régional en coupant les fonds à ces programmes.

Je suis d'accord avec mon collègue de la région de Winnipeg qui affirme qu'en théorie ces programmes ont une grande valeur. Et pourtant, le gouvernement n'a pas accordé à ces initiatives l'appui politique et financier qui leur aurait assuré le succès.

M. Walker: Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de Colombie-Britannique de m'avoir rappelé l'industrie forestière à laquelle j'aurais dû m'attacher plus directement dans mon discours. Il est impossible de comprendre pourquoi on n'a pas renouveler une entente qui était satisfaisante dans le secteur de l'exploitation forestière. Ceux qui connaissent ce secteur savent que c'est le plus grand employeur du Canada lorsqu'on inclut les emplois directs et indirects. Il constitue le pivot de la Colombie-Britannique. Les provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba essayent toutes d'établir des programmes plus agressifs dans ce domaine. Au moment même où l'Ouest trouve le moyen d'élargir sa base économique, le gouvernement fédéral lui fait faux bond. C'est absolument inexcusable et incompréhensible.

La liste des ententes de EDER qui sont avantageuses pour l'Ouest est interminable. Il serait plus facile pour le gouvernement de nous dire ce qu'il a conservé que pour moi d'énumérer ce qu'il a supprimé.

Le fait que l'entente sur les communications arrive à expiration dans dix jours au Manitoba et que cela sème la perturbation la plus totale dans l'industrie cinématographique de cette province est un autre exemple de l'insensibilité du gouvernement.

M. George S. Baker (Gander—Grand Falls): Monsieur le Président, pour conclure le débat dont nous sommes saisis aujourd'hui, je voudrais passer les quelques minutes qui restent à parler de l'autre grande initiative de cette motion, à savoir les pêcheries.